

« Les pays les plus riches sont responsables de la catastrophe qu'affronte le Pakistan »

L'ancien ministre chargé du dérèglement climatique au Pakistan, Malik Amin Aslam, pointe le rôle des pays les plus pollués dans les inondations qui ont ravagé son pays. « Peut-être faudrait-il un Tribunal climatique international », déclare-t-il à Mediapart, alors qu'à la COP27, la question d'une compensation financière des dégâts causés par le réchauffement est enfin discutée.

Mediapart [Cop27 : l'urgence d'agir](https://www.mediapart.fr/journal/international/131122/les-pays-les-plus-riches-sont-responsables-de-la-catastrophe-qu-affronte-le-pakistan?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xstor=CS3-5) [Nejma Brahim](#) le 13 novembre 2022

https://www.mediapart.fr/journal/international/131122/les-pays-les-plus-riches-sont-responsables-de-la-catastrophe-qu-affronte-le-pakistan?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xstor=CS3-5

Ancien ministre chargé du dérèglement climatique au Pakistan et conseiller du premier ministre sur cette question entre 2018 et 2022, Malik Amin Aslam décrypte pour Mediapart les enjeux liés à la COP27, organisée en ce moment à Charm el-Cheikh, en Égypte. La question des « *pertes et dommages* », c'est-à-dire des dégâts irréversibles causés par le réchauffement planétaire, s'est enfin invitée à la table des discussions, alors que l'an dernier, à Glasgow, le sujet avait été balayé d'un revers de la main par de nombreux pays, dont la France.

« *Il ne fait aucun doute que les pays les plus riches, qui polluent le plus, sont responsables de la catastrophe à laquelle on doit faire face aujourd'hui* », estime le spécialiste de l'écologie, qui rappelle que la « *facture climatique* » à payer pour le Pakistan s'élève à près de 30 milliards de dollars. Alors que le Pakistan va au-devant de graves risques climatiques – hausse des températures, feux de forêt, fonte des glaciers ou inondations –, Malik Amin Aslam rappelle l'importance d'une prise de conscience collective et de la lutte contre l'injustice climatique que vit son pays.

Mediapart : Qu'attendez-vous de la COP27 en cours en Égypte ?

Malik Amin Aslam : Très franchement, je ne peux pas dire que mes attentes soient élevées. Je pense que les mémorandums politiques nécessaires pour changer la donne lors de cette COP ne sont pas au rendez-vous. Aucun des principaux pays émetteurs de CO₂, comme les États-Unis, la Chine, la Russie ou l'Indonésie, les gros émetteurs, ne s'est présenté à la COP, ce qui montre un manque d'intérêt criant de leur part. C'est bien dommage quand on sait que le reste du monde ne cesse de réclamer une solution climatique qui, malheureusement, peine toujours autant à venir du front politique.

Comment percevez-vous la responsabilité des pays riches, aussi les plus pollués, dans la catastrophe climatique que traverse le Pakistan aujourd'hui ?

Il ne fait aucun doute que les pays les plus riches, qui polluent le plus, sont responsables de la catastrophe à laquelle on doit faire face aujourd'hui. Toutes les preuves scientifiques de ce constat sont disponibles. Jusqu'ici, nous n'avions jamais eu de telles pluies de mousson au Pakistan. Et pourtant, cette année, c'est arrivé. On voit bien que l'ampleur de la crise climatique a considérablement augmenté en termes d'intensité au cours des dernières années.

Le monde a atteint un point de bascule et cette année illustre bien le chaos climatique qui l'agite. Le Pakistan est l'un des pays qui en souffre le plus. Ce sont les pays déjà fragiles sur le plan économique qui en pâtissent, alors même qu'ils n'ont pas la capacité de lutter contre ces catastrophes et qu'ils ne sont pas responsables de cette crise. C'est un vrai cas d'injustice climatique. Pour rappel, le Pakistan représente moins de 1 % des émissions mondiales et porte malgré tout le fardeau de cette crise.

Quel est le coût de cette catastrophe pour le Pakistan ?

La facture climatique que le Pakistan doit payer s'élève à environ 30 milliards de dollars. C'est énorme pour un pays dont la dette s'élève déjà à 22 milliards. En dehors de ces chiffres et de ces inondations, il faut se rendre compte que le Pakistan a été touché par plusieurs autres catastrophes climatiques cette année, avec, d'abord, une hausse importante des températures, puis des feux de forêt. Les inondations liées aux pluies de mousson ont été sept fois plus élevées qu'en temps normal, et ce à cause du dérèglement climatique.

Nous sommes encore en train d'essayer de nous en remettre. Des millions de personnes ont été affectées et c'est d'une aide humanitaire et médicale que nous avons désormais besoin. Dans le même temps, nos glaciers fondent : il y a cinq ans, 30 des 7 000 glaciers de notre pays étaient en danger. En cinq ans, ce chiffre a été multiplié par cinq : plus de 150 glaciers sont victimes du changement climatique aujourd'hui. Le point de bascule sur lequel les scientifiques alertaient le monde il y a des années a été atteint, les dégâts causés sont irréversibles.

Lors de la dernière COP, de nombreux pays, dont la France, ont tenté de saboter les négociations sur les « pertes et dommages ». Quel regard portez-vous là-dessus ?

Que la discussion des « pertes et dommages » [portant aussi sur un mécanisme de compensation financière – nldr] ait été mise à l'ordre du jour de la COP 27 est une bonne chose. Mais je ne suis pas très optimiste. C'est en réalité un vieux débat qui n'en reste qu'au stade de la discussion. Cette situation de blocage ne fait qu'ajouter aux souffrances que nos pays connaissent déjà. Les 100 milliards de dollars par an qui ont été promis – qui ne sont rien au regard de la crise à laquelle nous sommes confrontés – n'ont même pas été versés dans leur intégralité.

À lire aussi [L'archipel de Tuvalu, dans l'océan Pacifique, pourrait devenir inhabitable d'ici moins de 100 ans. Le niveau de la mer y augmente deux fois plus vite que la montée des eaux à l'échelle planétaire. 2 mai 2019. La compensation des dégâts climatiques, enjeu décisif de la COP27](#)
10 novembre 2022

Beaucoup de pays ont effectivement tenté de saboter les discussions autour des « pertes et dommages » à la COP26. On a bien vu que l'argent était là durant la crise du Covid-19 (40 milliards de dollars ont été dépensés pour faire face à cette crise). Pourtant, tous les signes du changement climatique sont là, il ne manque que la volonté politique. C'est comme si les dirigeants du monde avaient mis leur tête dans le sable pour ne pas voir la réalité en face.

On a l'impression que tous ces pourparlers à la COP ne servent à rien. Il y a quelques jours, la Chine ou le Danemark ont déclaré être prêts à indemniser les pays pauvres pour les « pertes et dommages ». L'idée dépassera-t-elle le stade de la discussion ? Il s'agit d'une affaire très simple, celle d'une justice climatique. Mais le problème avec ces discussions et les COP, c'est que n'importe quel pays peut saboter l'ensemble du processus. Peut-être faudrait-il mettre en place un Tribunal climatique international, où des affaires comme celles-ci pourraient être traitées.

Une personne rencontrée dans le Sindh, lors de nos reportages au Pakistan, nous a dit : « Aujourd'hui c'est nous, demain ce sera eux. » Pensez-vous que les pays riches se désintéressent de la question parce qu'ils ne sont pas autant impactés ?

Je ne dirais pas cela, car certains commencent déjà à être impactés également. Cette crise ne touche pas seulement les pays en voie de développement, il n'y a qu'à voir l'ouragan qui a frappé le sud des États-Unis cette année, et dont les ravages ont coûté près de 30 milliards de dollars à l'économie américaine. Le problème, c'est que leur économie a la capacité de supporter cela ; ce qui n'est pas notre cas. Je pense qu'ils vivent dans le confort de croire qu'ils auront toujours les moyens de faire face à ces catastrophes, ce qui est faux. Lorsqu'ils s'en rendront compte, ce sera trop tard.

Des inondations « sans précédent » et « la pire catastrophe humanitaire de notre décennie ». Les mots de Sherry Rehman, l'actuelle ministre chargée du dérèglement climatique au Pakistan, sont forts. Les partagez-vous ?

Oui, c'est une gigantesque catastrophe. Près de 35 millions de personnes ont été touchées, c'est plus que la population de certains pays. Un tiers du Pakistan a été ravagé. Mais il faut aussi regarder les effets à long terme et qui vont commencer à se faire sentir. L'hiver approche et de nombreux déplacés internes vivent encore dans des camps. Leur maison, leurs terres, leur vie ont été détruites et il leur faut tout reconstruire.

Désormais, nous savons que l'agriculture, qui représente un des principaux moyens de subsistance dans les régions concernées, sera sujette au dérèglement climatique extrême. C'est sans doute la partie la plus désespérante, car cela aura forcément un impact sur la sécurité alimentaire de nombreuses populations à l'avenir.

Diriez-vous que le Pakistan était suffisamment préparé à faire face à une telle catastrophe, notamment après les inondations de 2010 ?

Non, il ne l'était pas. Et on ne peut pas attendre d'un pays comme le Pakistan d'être prêt à affronter un tel désastre quand le pays le plus développé au monde, les États-Unis, n'était pas préparé à affronter le dernier ouragan. L'intensité de ces inondations était si forte qu'aucun pays n'aurait pu s'en sortir indemne.

Aussi, les inondations que l'on a connues cette année sont totalement différentes de celles de 2010. En 2010, les inondations sont principalement venues de la fonte des glaciers et du débordement des rivières. Cette année, nous avons eu des inondations pluviales, à cause de la mousson et de l'impact du changement climatique. Les pluies ont frappé partout et les eaux ne s'évacueront pas dans l'océan ; elles resteront des mois sur les terres inondées. Il y a des impacts qui vont au-delà de nos capacités d'adaptation.

C'est là qu'interviennent les « *pertes et dommages* ». On parle d'infrastructures énormes, de kilomètres et de kilomètres de routes détruites. Nous devons reconstruire en tenant compte du fait que nous serons confrontés à d'autres catastrophes à l'avenir. Cela représente des milliards de dollars.

Quelles sont les conséquences de cette catastrophe climatique sur les migrations et plus particulièrement les déplacements internes de populations ?

Pour les personnes touchées par ces inondations, la solution a été de commencer à migrer vers la ville, Karachi en particulier. Cette ville figure déjà dans le top 5 des villes les plus peuplées au monde et doit aujourd'hui accueillir tous ces déplacés internes, devenus sans-abris et chômeurs. Le défi est de taille, car la ville a aussi des limites dans ce qu'elle peut absorber : c'est comme si la quasi-totalité d'un pays européen de petite ou moyenne taille se déplaçait vers une autre ville.

Après les inondations de 2010, déjà, on estime à près de 20 ou 30 % les personnes déplacées à être restées dans les villes alentour, bien souvent parce qu'elles avaient tout perdu chez elles et parce qu'elles avaient pris conscience des risques liés au changement climatique.

À lire aussi [Le glacier de Passu, dans la vallée de Hunza, a reculé de plusieurs dizaines de mètres en quelques années. Au nord du Pakistan, la fonte des glaciers menace les populations locales et le pays tout entier](#)

13 novembre 2022

[Au Pakistan, le Sindh tente de se relever après des inondations dévastatrices](#)

26 octobre 2022

Doit-on s'attendre à voir des réfugiés climatiques du Pakistan rejoindre l'Europe dans les prochaines années ?

C'est une très forte possibilité. Actuellement, ces personnes sont déjà des réfugiés climatiques, mais elles se déplacent à l'intérieur du pays, d'un endroit à l'autre, sans franchir de frontières. Si la crise continue de croître, elles devront bien entendu trouver refuge ailleurs.

Le Pakistan se prépare-t-il à d'autres catastrophes climatiques ?

Il y a déjà quatre endroits identifiés au Pakistan comme étant gravement mis en danger. Ce sont souvent des provinces très peuplées, comme les parties sud du Sindh et du Penjab. Nous savons aujourd'hui que ces lieux pourraient devenir inhabitables à l'horizon 2030 en raison de la hausse des températures. La ville de Jamshoro (Sindh) a connu cette année une semaine de températures si élevées qu'elles ne permettaient pas d'y vivre. L'impact du dérèglement climatique a peut-être été prédit par les scientifiques, mais ce que l'on voit sur le terrain est presque deux ou trois fois supérieur aux prévisions. Le Pakistan en est le parfait exemple.

Quelles options s'offrent à vous ?

Il nous faut construire des infrastructures plus vertes, planter beaucoup plus d'arbres (un milliard d'arbres ont déjà été plantés et ont contribué à réduire les effets des inondations dans les villes), accepter une forme de résilience face au climat. En gardant à l'esprit que ce n'est pas la dernière fois que de tels événements se produiront au Pakistan.

Nous devons anticiper les hausses de température, construire des routes plus élevées, anticiper et gérer le risque pour les maisons situées en zone inondable. Cela ne va pas être simple car cela implique un changement de mentalité à la fois chez les dirigeants et chez les populations locales. Le tout à un coût plus élevé.

Et même si nous parvenons à faire tout cela, nous aurons besoin des « *pertes et dommages* », absolument nécessaires pour que des fonds puissent être transférés en urgence aux pays en première ligne, lorsque que leur capacité d'adaptation aux catastrophes est dépassée.

Enfin, les pays les plus pollués doivent aussi nous ménager et retirer le pied de l'accélérateur concernant les combustibles fossiles, qui ne font qu'ajouter aux problèmes que nous subissons déjà de plein fouet.